

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 13/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASSIV' OUEST

LIEUDIT LE MARAIS
ZI DES COLVERTS
76430 SANDOUVILLE

Références : 20240801_SituationAdministrative
Code AIOT : 0005801088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2024 dans l'établissement PASSIV' OUEST implanté LIEUDIT LE MARAIS ZI DES COLVERTS 76430 SANDOUVILLE. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans un contexte de vérification d'informations fournies lors du recensement 2024 des substances et mélanges dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSIV' OUEST
- LIEUDIT LE MARAIS ZI DES COLVERTS 76430 SANDOUVILLE

- Code AIOT : 0005801088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Passiv'Ouest de Sandouville exploite des installations de nettoyage et traitement des aciers (aciers noirs ou inoxydables). Ces traitements comprennent des phases de nettoyage, dégraissage, décapage, passivation ou pyrolyse des métaux. Ces opérations sont réalisées en sous-traitance d'entreprises de la zone industrielle du Havre.

Passiv'Ouest bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 07 février 1995, complété à plusieurs reprises.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Position à l'égard de la directive Seveso	Code de l'environnement du 01/08/2024, article L. 515-32 II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la campagne 2024 de recensement des substances dangereuses, Passiv'Ouest a déclaré le stockage et l'emploi de substances dans des volumes soumettant l'établissement aux textes découlant de la directive Seveso (directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012).

Compte tenu des implications présentées par le statut Seveso « seuil bas », l'inspection du 1^{er} août 2024 visait à confirmer le résultat du recensement des substances dangereuses.

Dans cet objectif, l'inspection des installations classées a, dans un premier temps, fait le bilan des activités exercées en vue de les comparer aux niveaux autorisés par arrêté préfectoral.

Ensuite, elle s'est intéressée à la démarche suivie par l'exploitant pour établir l'inventaire des substances dangereuses.

Enfin, les inspecteurs se sont rendus dans l'atelier de traitement de surface, ainsi que dans le local d'entreposage de produits chimiques, afin de contrôler la cohérence entre les déclarations de l'exploitant et l'état réel des stocks.

Si cette inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les niveaux autorisés par les arrêtés préfectoraux, elle n'a pas permis de conclure valablement sur la quantité de substances dangereuses à prendre en considération dans la déclaration. À cet égard, il revient à l'exploitant d'apporter des éléments complémentaires afin de statuer sur la situation administrative de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 2
--

Thème(s) : Situation administrative, Respect des niveaux d'exploitation autorisés

Prescription contrôlée :

Les installations autorisées sont reprises dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Volume d'activité	Classement
2564.1	N e t t o y a g e , dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des l i q u i d e s organohalogénés ou d e s s o l v a n t s o r g a n i q u e s	Volume des cuves de traitement de 29 000 litres	A
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement de surface	Volume total des cuves de traitement de 71 000 litres	A
2566	D é c a p a g e o u nettoyage des métaux p a r t r a i t e m e n t t h e r m i q u e	Four à pyrolyse	A
1411	G a z o m è t r e s e t réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables	La quantité susceptible d'être présente dans l'installation est de 9 tonnes	D

Les installations de l'entreprise sont constituées essentiellement des bâtiments suivants :

- un atelier de 660 m² qui intègre les aires de stockages des pièces à traiter, les bains de nettoyage et de décapage chimique, la station de décapage de l'intérieur de conteneurs, le four pyrolyse, la station de traitement des effluents,
- une aire de lavage couverte de 270 m²,
- un atelier de montage de 144 m²,
- des locaux sociaux,
- des bureaux.

Constats :

Au jour de l'inspection, les activités de Passiv'Ouest sont les suivantes :

- nettoyage/dégraissage chimique des métaux,
- traitement chimique des métaux,
- décapage par pyrolyse : un four à pyrolyse.

Il faut ajouter :

- un poste de rinçage des pièces par lançage haute-pression
- une réserve de gaz inflammables liquéfiés (alimentation du four)

La station de traitement des eaux de rinçage évoquée dans le dossier initial a été démantelée il y a plusieurs années. À ce jour, les eaux de rinçage sont collectées dans un réservoir et dirigées vers

une filière de traitement de déchets.

Le four à pyrolyse et sa réserve de gaz sont toujours en service.

Les inspecteurs ont consulté un état à jour du contenu des cuves de traitement de surface. Le détail des produits utilisés est fourni en annexe confidentielle.

L'exploitant a déclaré que le bac n° 11 est vide de longue date (situation déjà observée lors de précédentes inspections). Lors de la visite de site, les inspecteurs ont noté que cet équipement se trouve effectivement dans un état interdisant son exploitation (corrosion généralisée des faces internes et externes, étanchéité à contrôler). L'exploitant se réserve néanmoins la possibilité de le réutiliser après remise en état préalable.

Le bac n° 8, qui contenait du dégraissant, a été démantelé.

Les bacs 2 et 4 contenaient de l'eau déminéralisée (2 x 100 L).

Cet examen a montré que :

- le volume cumulé des bacs relevant de la rubrique 3260 était de : 35000 L (volume autorisé de 71000L)
- le volume cumulé des bacs relevant de la rubrique 2564 était de : 4620 L (volume autorisé de 29000L)

Remarque : après modification de la nomenclature par décret n° 2013-375 du 02 mai 2013, les activités de traitement chimique des métaux sont soumis à la rubrique 3260 au-delà d'un seuil de 30000L.

En conclusion, l'exploitant respecte les limites d'activité autorisées par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Position à l'égard de la directive Seveso

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2024, article L. 515-32 II

Thème(s) : Situation administrative, Recensement des substances dangereuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.

Constats :

Passiv'Ouest, à l'occasion de la campagne 2024 de recensement des substances et mélanges dangereux, a déclaré la présence de près de 11 tonnes d'acide nitrique au sein de son établissement. Selon cette déclaration, l'établissement serait soumis au régime de l'autorisation au regard de la rubrique 4110-2 de la nomenclature des ICPE, ainsi qu'aux textes d'application de la directive Seveso (seuil bas).

Afin de confirmer le contenu de ces déclarations, les inspecteurs ont questionné l'exploitant quant à la méthode suivie pour établir l'inventaire des substances et mélanges dangereux.

Les représentants de l'exploitant ont répondu avoir confié cette mission à une prestation extérieure. Or, la personne chargée de cette mission n'a fourni aucun rapport documentant la méthode adoptée : le livrable de la mission se limitait à transmettre la déclaration aux autorités. L'exploitant, qui a reconnu mal connaître les processus de recensement de substances dangereuses, n'était donc pas en mesure de répondre aux questions techniques des inspecteurs. Il n'a pas non plus confirmé que les guides mis à disposition par l'Ineris ont bien été suivis par l'intervenant extérieur.

Les inspecteurs rappellent que l'exploitant est responsable du contenu de ses déclarations à

l'administration et s'étonnent qu'il n'ait pas procédé à des vérifications minimales avant de valider ses déclarations, qui pourraient avoir des conséquences importantes.

Les inspecteurs ont consulté le registre d'entreposage des produits chimiques, puis se sont rendus dans les installations pour comparer son contenu à la réalité du terrain. Le classement au sein de la rubrique 4110-2 étant attribuable à la quantité présente d'acide nitrique, les inspecteurs se sont surtout intéressés à cette substance. Ils ont ainsi relevé les quantités de produits chimiques précisées en annexe confidentielle.

En comparant les volumes décomptés lors de leur visite à ceux déclarés lors du recensement, les inspecteurs déduisent que l'inventaire des substances dangereuses s'est appuyé sur les quantités de produits neufs ajoutées aux quantités présentes dans les bacs, ce qui est conforme aux attentes. Ils présumant également que la personne chargée du recensement n'a pas tenu compte de la dilution des produits neufs dans les bacs de traitement et a retenu une approche conservatrice, en considérant que les mélanges dilués présentent la même classification que les mélanges neufs.

Cette approche conservatrice est bien prévue dans les guides Ineris, même si elle conduit à surclasser le mélange dilué et lui attribuer un statut Seveso potentiellement injustifié. Une autre démarche consisterait à déterminer la contribution de chaque composant dans la classification du mélange après dilution. Elle nécessite cependant des informations que l'exploitant n'a pas réussi à obtenir de ses fournisseurs.

À ce stade, les inspecteurs retiennent que le prestataire semble avoir suivi un raisonnement approprié pour comptabiliser les quantités de substances dangereuses.

S'agissant des substances à déclarer, les inspecteurs ont cependant remarqué lors de la visite que l'établissement n'emploie pas d'acide nitrique pur, contrairement à ce qui a été notifié, mais des mélanges contenant de l'acide nitrique. Or, ces mélanges ont une classification différente de celle de l'acide nitrique ; leur utilisation, compte tenu des indications des fiches de données de sécurité, relève de la rubrique 4120-2.

Dans cette hypothèse, l'entreposage d'environ 2 tonnes de mélanges neufs et l'utilisation d'environ 15 tonnes de mélanges dilués relèveraient de la rubrique 4120-2 (seuil d'autorisation à 10 tonnes et seuil bas Seveso à 50 tonnes), et non de la rubrique 4110-2. À ce titre, l'établissement serait soumis à autorisation au titre de la rubrique 4120-2, sans être soumis au statut Seveso seuil bas. En d'autres termes, l'exploitant se serait pénalisé en déclarant le stockage et l'emploi d'acide nitrique pur (toxicité aiguë de catégorie 1) à la place des mélanges qui en contiennent (toxicité aiguë de catégorie 2).

Ce qui précède est déduit des observations de terrain et des échanges tenus avec les représentants de l'exploitant, en l'absence de l'intervenant extérieur chargé de procéder à l'inventaire et la déclaration des substances et mélanges dangereux. Il importe à présent que l'exploitant confirme ces constats en reprenant son raisonnement, en dressant l'inventaire des mélanges dangereux (et non leurs composants individuels), puis en communiquant à l'administration une déclaration modificative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veiller au respect de l'article L. 515-32 du Code de l'environnement en procédant au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement de Sandouville : matières premières, bacs de traitement et déchets. Dans ce but, prendre soin de consulter les fiches de données de sécurité des mélanges pour tenir compte de leur classification.

Communiquer à l'administration le résultat de ce recensement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois